

**Annexe B – DESCRIPTION DES ACTIONS ENTREPRISES PAR LE PORTEUR DE PROJET
AU TITRE DU DEPLOIEMENT DU SPIE**



demarches-simplifiees.fr

Dossier N° : 3668464
Démarche : Service Public de l'Insertion et de l'Emploi : appel à manifestation d'intérêt
Organisme : Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

Ce dossier est **en instruction**.

Historique

Déposé le : vendredi 26 février 2021 16h24
En instruction le : vendredi 26 février 2021 16h25

Identité du demandeur

Email : dsspie81@gmail.com
SIRET : 22810001200019
SIRET du siège social : 22810001200019

Dénomination : DEPARTEMENT DU TARN
Forme juridique : Département
Libellé NAF : Administration publique générale
Code NAF : 8411Z
Date de création Effectif mensuel : 1 mars 1983
(URSSAF)
Effectif moyen : annuel (URSSAF)

Effectif (ISPF) : 2 000 à 4 999 salariés
Code effectif : 51
Numéro de TVA intracommunautaire : FR65228100012

Adresse : DEPARTEMENT DU TARN
35 LICES GEORGES POMPIDOU
81013 ALBI CEDEX 9 FRANCE

Formulaire

Guide pour remplir votre demande

Vous pouvez remplir votre dossier en plusieurs fois pour se faire cliquer sur "Enregistrer le brouillon". Une fois votre dossier complété, cliquez bien sur "Soumettre le dossier".

Chef de file de la candidature

Organisme porteur du projet

DEPARTEMENT DU TARN

Représentant légal

CHRISTOPHE RAMOND

Adresse

Lices Georges Pompidou – 81013 ALBI Cedex 9

Coordonnées des interlocuteurs techniques à contacter pour avoir des précisions sur la candidature

Nom - Prénom

AMARGER Eric

Fonction

Directeur Général Adjoint de la Solidarité

Numéro de téléphone

05 63 48 69 79

Adresse mail

direction-ds@tarn.fr

Autre(s) interlocuteur(s) technique(s)

PEDRON Nadine

Cheffe de Service Ingénierie Sociale 05

63 45 64 41

nadine.pedron@tarn.fr

Membres du consortium

Présentation du projet - Axe 1 - "Entrée dans le parcours" : définition du projet professionnel, diagnostic socio-professionnel

Quels objectifs précis, par rapport aux objectifs généraux de cet axe fixés en annexe 2 de l'AMI ?

« Le travail est l'outil principal de réinsertion dans la vie sociale, qui permet à chacun de recouvrir dignité et confiance en soi. »

Cette vision de l'autonomie de vie de la personne, est partagée par les partenaires tarnais qui s'engagent aujourd'hui dans la candidature à expérimentation du SPIE.

Ici comme ailleurs, les modes de pilotage des politiques publiques sociales, de l'insertion, et de l'emploi ont entraîné un « saucissonnage des personnes » en affectant à chaque « problème » un accompagnement spécifique prévu dans chaque dispositif. L'approche globale, centrée sur la personne, a été remplacée par des hypothétiques « référents » pléthoriques, chacun dans son domaine, au plus grand préjudice des personnes-usagers, mais aussi des professionnels qui perdent le sens de leur action.

L'objectif du SPIE est bien l'insertion dans l'emploi, en tenant compte du chemin à parcourir jusqu'à un emploi stable. Le travail s'entend donc au sens large et l'un des buts du SPIE est de développer des possibilités de mise en activité variées, pour répondre aux besoins de chacun et permettre à tous d'accéder à l'emploi dans les meilleures conditions. Aussi, les membres du consortium tarnais souhaitent œuvrer ensemble pour offrir aux usagers un accompagnement réconciliant les dimensions de l'emploi et du social, effaçant les limites entre les parcours et les statuts, engageant des actions efficaces liés à la professionnalisation tout en veillant à garantir les besoins de base et à lever les freins.

Pour cela ils s'appuient sur l'expertise en travail social et sur le travail des Etats généraux du travail social qui irriguent toutes les expérimentations engagées par ailleurs.

L'accompagnement social, est entendu dans son sens le plus large et mobilise les acteurs du social, du médicosocial, du soin, du socioprofessionnel, de la formation, du logement, de la jeunesse, de l'emploi... L'expertise du monde de l'entreprise est aussi convoquée dans ce dialogue.

Cette intervention s'inscrit bien dans un processus comprenant plusieurs phases, plusieurs moments de travail, et cherche à développer une méthode participative avec la personne dans « l'objectif d'améliorer sa situation, ses

rapports avec l'environnement, voire de les transformer » : La

rencontre (temps de demande ou proposition de service) la

collecte des informations

l'analyse et l'évaluation diagnostique

l'émergence du projet et le contrat

les stratégies et moyens de mise en œuvre du projet

l'évaluation des résultats

la fin de l'intervention sociale

Elle se déroule dans le temps par phases complexes et non mécaniques. Elle s'inscrit dans une logique qui va bien au-delà de la simple réponse à la demande. L'intervention sera ajustée aux aspects spécifiques de la situation et de la personne concernée dans un effort d'adaptation constante afin de rester au plus près des possibilités et capacités de l'utilisateur.

Une clé de voûte : le diagnostic social.

Le diagnostic social est l'articulation entre la collecte des informations sur la personne, sa situation, ses problèmes et la définition d'un projet commun d'intervention.

Cette jonction se fait par l'analyse de la situation à la lumière des connaissances qui l'éclairent (connaissances et expertises professionnelles.) et par l'élaboration d'hypothèses de travail qui vont orienter le plan d'intervention. Ce diagnostic permet de définir les objectifs de changement et d'apprécier les forces et dynamismes présents, les potentialités tant individuelles que de l'environnement social et familial susceptibles d'intervenir en faveur de la personne concernée. D'évaluer aussi les faiblesses et les freins éventuels.

Sans diagnostic social exhaustif et efficient, effectué dès l'entrée dans le dispositif, il ne peut y avoir élaboration du projet de la personne, ni négociation d'un contrat, ni surtout construction avec la personne d'un parcours dont elle pourra être actrice de chacune des étapes.

C'est donc très logiquement que le plan d'action de la candidature tarnaise fait de cette entrée en diagnostic, aujourd'hui trop souvent soumise à des contraintes professionnelles, institutionnelles, juridiques, techniques, un enjeu majeur et une clef de voute du changement même des processus de mise en œuvre des politiques publiques.

L'expérimentation s'inscrit dans la prise en compte des contraintes du moment pour mieux les dépasser, en pariant sur l'intelligence collective des professionnels et des usagers, dans une démarche de coconstruction à partir des réalités de terrain et des situations.

❖❖❖ Quels objectifs précis, par rapport aux objectifs généraux de cet axe fixés en annexe 2 ?

OB1 Améliorer le Repérage des personnes présentant des profils fragiles ou « à risque » de découragement et d'abandon de projet lié au cumul de difficultés sociales ou à la complexité administrative.

OB2 Accélérer la prise de contact et organiser la phase d'entrée renforcée dans le parcours

OB3 optimiser l'orientation par un diagnostic social et professionnel commun mené en appui sur la parole de la personne et ses compétences, sa situation sociale et professionnelle et son besoin d'accompagnement global renforcé

OB4 Expérimenter pour les situations les plus complexes, (entrées accompagnement global /entrée jeunes) des modalités innovantes d'évaluation pluridisciplinaires conjointes pour assurer le plus rapidement possible la bonne orientation, et conjointement la bonne ouverture des droits, sécuriser les prestations et les besoins fondamentaux sur une période suffisamment longue, pour favoriser la mobilisation des personnes sur leur projet.

OB5 Conforter et accroître les compétences et l'autonomie de la personne fragilisée, par l'instauration d'une relation bienveillante de co-élaboration et de co-responsabilité.

« Le travail est l'outil principal de réinsertion dans la vie sociale, qui permet à chacun de recouvrir dignité et confiance en soi. »

Cette vision de l'autonomie de vie de la personne, est partagée par les partenaires tarnais qui s'engagent aujourd'hui dans la candidature à expérimentation du SPIE.

Ici comme ailleurs, les modes de pilotage des politiques publiques sociales, de l'insertion, et de l'emploi ont entraîné un « saucissonnage des personnes » en affectant à chaque « problème » un accompagnement spécifique prévu dans chaque dispositif. L'arrêt de mort de l'approche globale, centrée sur la personne, a été remplacée des hypothétiques « référents » pléthoriques et une multiplicité d'intervenants chacun dans son domaine au plus grand préjudice des personnes-usagers, mais aussi des professionnels qui perdent le sens de leur action.

L'objectif du SPIE est bien l'insertion dans l'emploi, en tenant compte du chemin à parcourir jusqu'à un emploi stable. Le travail s'entend donc au sens large et l'un des buts du SPIE est de développer des possibilités de mise en activité variées, pour répondre aux besoins de chacun et permettre à tous d'accéder à l'emploi dans les meilleures conditions.

Aussi, les membres du consortium tarnais souhaitent œuvrer ensemble pour offrir aux usagers un accompagnement réconciliant les dimensions de l'emploi et du social, effaçant les limites entre les parcours et les statuts, engageant des actions efficaces liés à la professionnalisation tout en veillant à garantir les besoins de base et à lever les freins.

Pour cela il s'appuie sur l'expertise en travail social et sur le travail des Etats généraux du travail social qui irriguent toutes les expérimentations engagées par ailleurs.

L'accompagnement social, est entendu dans son sens le plus large et mobilise les acteurs du social, du médicosocial, du soin, du socioprofessionnels, de la formation, du logement, de la jeunesse, de l'emploi... L'expertise du monde de

l'entreprise est aussi convoquée dans ce dialogue.

Cette intervention s'inscrit bien dans un processus comprenant plusieurs phases, plusieurs moments de travail, et cherche à développer une méthode participative avec la personne dans « l'objectif d'améliorer sa situation, ses rapports avec l'environnement, voire de les transformer ».

La rencontre (temps de demande ou proposition de service)

la collecte des informations

l'analyse et l'évaluation diagnostique

l'émergence du projet et le contrat

les stratégies et moyens de mise en oeuvre du projet

l'évaluation des résultats

la fin de l'intervention sociale

Cette intervention « sociale » L'accompagnement social, pris dans son sens le plus large mobilisent les acteurs du social, du medico-social, du soin, du socioprofessionnels de l'emploi. L'expertise du monde de l'entreprise est aussi convoquée dans ce dialogue se déroule dans le temps par phases complexes et non mécaniques. L'action s'inscrit dans une logique qui va bien au delà de la simple réponse à la demande. L'intervention sera ajustée aux aspects spécifiques de la situation et de la personne concernée dans un effort d'adaptation constante afin de rester au plus près des possibilités et capacités de l'usager.

Dans ce déroulé il y a une clé de voûte : le diagnostic social.

Le diagnostic social est l'articulation entre la collecte des informations sur la personne, sa situation, ses problèmes et la définition d'un projet commun d'intervention.

Cette jonction se fait par l'analyse de la situation à la lumière des connaissances qui l'éclairent (connaissances et expertises professionnelles.) et par l'élaboration d'hypothèses de travail qui vont orienter le plan d'intervention. Ce diagnostic permet de définir les objectifs de changement et d'apprécier les forces et dynamismes présents, les potentialités tant individuelles que de l'environnement social et familial susceptibles d'intervenir en faveur de la personne concernée. D'évaluer aussi les faiblesses et les freins éventuels.

Sans diagnostic social il ne peut y avoir élaboration d'une intervention à partir du projet de la personne et négociation d'un contrat.

C'est donc très logiquement que le plan d'action de la candidature tarnaise fait de cette entrée en diagnostic, aujourd'hui bloquée dans des contraintes professionnelles, institutionnelles, juridiques, techniques, un enjeu majeur et une clef de voûte du changement même des processus de mise en oeuvre des politiques publiques.

L'expérimentation s'inscrit dans la prise en compte des contraintes du moment pour mieux les dépasser, en pariant sur l'intelligence collective des professionnels et des usagers, dans une démarche de coconstruction à partir des réalités de terrain et des situations.

Déclinaison

OB1 Améliorer le Repérage des personnes présentant des profils fragiles ou « à risque » de découragement et d'abandon de projet lié au cumul de difficultés sociales ou à la complexité administrative.

OB2 Accélérer la prise de contact et organiser la phase d'entrée renforcée dans le parcours

OB3 optimiser l'orientation par un diagnostic social et professionnel commun mené en appui sur la parole de la personne et ses compétences, sa situation sociale et professionnelle et son besoin d'accompagnement global renforcé

OB4 Expérimenter pour les situations les plus complexes, (entrées accompagnement global /entrée jeunes) des modalités innovantes d'évaluation pluridisciplinaires conjointes pour assurer le plus rapidement possible la bonne orientation, et conjointement la bonne ouverture des droits, sécuriser les prestations et les besoins fondamentaux sur une période suffisamment longue, pour favoriser la mobilisation des personnes sur leur projet.

OB5 Conforter et accroître les compétences et l'autonomie de la personne fragilisée, par l'instauration d'une relation bienveillante de co-élaboration et de co-responsabilité.

OB 5 Créer les conditions favorables à l'engagement actif dans le parcours d'insertion

Quelles actions proposées ?

Deux actions immédiates pour les publics les plus fragiles et les plus à risques

Action1 : Expérimenter pour les situations les plus complexes, (publics relevant de l'accompagnement global ou des publics jeunes (ASE décrocheurs), des temps pluridisciplinaires dédiés spécifiquement aux diagnostics 360° pour optimiser la bonne orientation, la bonne mobilisation des droits pour assurer la réponse aux « besoins fondamentaux et « accélérer le démarrage de parcours dans les meilleures conditions

o En mobilisant la diversité de partenaires du diagnostic du SPIE (CAF CPAM DEPARTEMENT (social et insertion pro) AFPA ...) et selon le profil singulier la personne.

o En utilisant les instances existantes (ex commissions d'orientation MD/ commission situation complexe de la MDA, plateformes santé mentale Gaillac) ou des « plateformes territoriales partenariales expérimentales (Carmaux, villages inclusion AFPA)

Action2 : Co-élaborer l'outil de diagnostic 360° commun à tous les acteurs : en lien avec les besoins identifiés dans

chacun des domaines, en appui sur les outils existants (CAF missions locales, accompagnement global, Département, AFPA...) et sur le projet Co construit nationalement avec les usagers (Cf rapport de concertation)

o ♦ Se rapprocher de l'offre de service beta.gouv pour étudier la dématérialisation de l'outil, pour faciliter l'utilisation par les professionnels en tous lieux, et l'interopérabilité avec les SI.

o ♦ Pour les BRSA, concevoir un document pédagogique et adapté, dédié à la personne (Cf accompagnement budgétaire méthode ECONOVIE axée sur les compétences de la personne), transmis dès le premier courrier, à pré remplir et apporter lors du 1er RV. Cette démarche vise à positionner la personne actrice de son diagnostic. Se rapprocher de l'offre de service beta.gouv pour vérifier l'articulation (ou l'intégration) avec le carnet de bord / Contribuer à la conception du carnet de bord

Une action de fond pour un changement durable et l'élargissement de la pratique du diagnostic social et professionnel

Action 3 : Imaginer et déployer le processus rénové d'entrée de la personne dans les parcours : systématiser le diagnostic 360°

o ♦ En concevant des processus de coordination souples des acteurs « complémentaires » (emploi, social, handicap, ASE, jeunes, santé, insertion...) pour assurer la complétude du diagnostic de la personne dans sa singularité.

• ♦ liens directs entre professionnels en utilisant tous les moyens de communication dont les applications de l'offre de service beta.gouv déjà utilisée par des partenaires (ex : administration+)

• ♦ En utilisant les instances existantes (commissions d'orientation MD/ commission situation complexe de la MDA, plateformes santé mentale Gaillac) ou des « plateformes territoriales partenariales expérimentales (Carmaux, villages inclusion AFPA)

• ♦ Coordination des évaluations par interventions successives complémentaires

o ♦ En procédant à la « cartographie » partagée des processus d'entrée dans les différents dispositifs et des instances pluridisciplinaires, pour soutenir la démarche d'acculturation et d'interconnaissance.

o ♦ En formalisant et partageant tous le/les processus cibles pour améliorer la lisibilité et soutenir les efforts d'interconnaissance

Quel public concerné (typologie, nombre, % par rapport à la population du territoire qui a besoin d'un accompagnement) ?

Le public cible est le public le plus à risque de basculement dans la grande pauvreté et relevant d'un parcours d'insertion. A travers ces entrées publics, les personnes relevant du handicap bénéficieront de l'accompagnement renforcé en lien avec CAP emploi, la Maison départementale de l'autonomie (service d'étude des situations complexes – service évaluateur)

Les données sont celles fournies au titre de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Public en accompagnement global : o ♦ Entrées

2019 : 546

o ♦ File active au 1/12/2019 : 807

o ♦ Public phase expérimentation (diagnostics en instance pluridisciplinaire): 273 soit 50%

o ♦ Public bénéficiant d'un diagnostic global en instance ou non : 100% des entrants

Le public jeune sortant de l'ASE (application de l'accord cadre de la stratégie de protection de l'enfance)

o ♦ Nombre de Jeunes ayant eu 18 ans en 2019 : 179

o ♦ Nombre de jeunes ayant eu un diagnostic ASE avec élaboration d'un projet : 62

o ♦ Public phase expérimentation (diagnostic en instance pluridisciplinaire) : 60

o ♦ Public phase d'extension, bénéficiant d'un diagnostic global en instance ou non : 100% des entrants

Le public jeune décrocheur : 100% (volume encore inconnu)

Dans la phase de généralisation du diagnostic 360°, le public sera tout le public accompagnement global et jeune ASE/Décrocheur (100% entrées / files actives)

L'extension visera à repérer les personnes (identification de faits générateurs) pour les insérer dans le processus rénové

o ♦ Avec un profil administratif complexe (multi-dispositif ou qui vont basculer administrativement dans un autre dispositif nécessitant une coordination renforcée (parcours sans couture)

o ♦ Avec un niveau d'autonomie affaibli de façon temporaire (événement de vie) ou plus profonde, (savoir de base ou inadaptation)

o ♦ Qui se présentent sur un lieu d'accueil inconditionnel de proximité pour exposer leur situation et trouver de l'aide pour accéder aux droits (lien avec le schéma d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics et la consolidation des pratiques d'accueil inconditionnel)

o ♦ Qui entrent par la Téléprocédure du RSA et reçoivent une orientation automatisée vers un référent de parcours (un

organisme)

o Qui entrent sur les dispositifs spécifiques aux 16/25 ans (dont l'ASE) ou relatifs aux personnes en situation de handicap (Maison de l'autonomie/MDPH)

o Issues d'un service spécialisé. (ex : service pénitentiaire d'insertion et d'approbation)

Quels changements et impacts attendus pour les usagers ?

L'utilisateur bénéficiera d'un parcours sécurisé et sécurisant sur les aspects de besoins fondamentaux, et optimisé et adapté à sa singularité pour accéder à la formation, à l'insertion professionnelle et à un retour vers l'emploi ; avec :

o La création d'un lien plus rapidement (courrier, appel, proposition de rendez-vous)

o Un accueil et d'un soutien en tant que pilote de son projet de vie; actif et responsabilisé dès la préparation du rendez-vous (adapté selon le processus)

o La prise en compte de tous les aspects de sa vie, de sa parole, de la valorisation de ses compétences.

o La démarche « dites-le nous une seule fois » lui évitant les efforts décourageants de renouveler récit et pièces justificatives

o Un accompagnement pour mieux connaître et comprendre de l'offre de service qui lui est dédiée.

o Une meilleure explication du principe des droits et devoirs et du principe de coresponsabilité

o Un lien direct humain à un référent de parcours unique identifié, dans une démarche éclairée et consentie, facilitant son action et le dialogue. (le référent sera choisi par la personne en cas de possibilités multiples à la croisée des « dispositifs » administratifs).

o La sécurisation des prestations/ressources, et de la réponse aux besoins fondamentaux (socle à définir), d'une meilleure activation des droits, qui réduiront ses craintes et augmenteront les chances d'un parcours soutenu et dynamique.

Quels indicateurs de moyens et de résultats pourrez-vous communiquer pour suivre la mise en oeuvre et l'impact pour les usagers ?

o Nombre d'organismes concernés par la réalisation du diagnostic 360°

o Nombre de professionnels formés

o Nombre de séances de formations toutes méthodes confondues

o Nombre de personnes bénéficiant d'un diagnostic 360° (nombre et en % du public cible)

o Nombre de diagnostics effectués en instances type « cas complexes »

o Evaluation qualitative professionnels/usagers sur la base d'une méthode de recueil par questionnaire (référence méthode de Co évaluation ECONOVIE)

Quelles méthodes proposées, associant quels acteurs ?

Les actions de l'axe « entrée dans le parcours » seront pilotées et co-construites par le groupe technique partenarial du consortium qui a formalisé la candidature à l'AMI et qui sera rapidement adapté et élargi aux acteurs et partenaires de l'insertion sociale et professionnelles (ex : acteurs du PDI/PTI) , aux acteurs de la jeunesse (ex Région/orientation), de la formation/accompagnement, de l'hébergement et du logement (SIAO ; logement jeunes...), par invitation à rejoindre le consortium dans les meilleurs délais.

Ce groupe s'appuiera sur les conventions de coopération/coordination, les pratiques et savoirs faire existants chez les partenaires (acculturation, interconnaissance).

Il prendra en compte les réformes en cours (exemple pôle emploi/CAP emploi et communauté 360° handicap, réorganisation des services d'Etat création de la Maison départementale de l'autonomie incluant la MDPH) et s'inscrira dans une démarche collective de changement

Il mettra en oeuvre les conditions de réalisation et de suivi des actions 1 et 2

o En Identifiant tous les acteurs du « diagnostic social et professionnel unique » à l'entrée de parcours (ou en cours de parcours)

o En Précisant la place et le rôle de chacun dans l'offre de service

o En mettant en place les actions d'acculturation permettant d'engager un diagnostic complet et exhaustif dès le premier entretien et quel que soit le point d'entrée

Il engagera le travail de l'action 3 notamment en imaginant

o L'articulation pour tous les publics « entrée-diagnostic » / « choix du référent/signature du contrat/Co-élaboration du plan d'action » selon tous les scénarii existants.

o Les modalités d'information des usagers (exemple temps collectifs info SPIE sur le terrain), info dématérialisée...

o Le moment de rencontre usager/référent unique, la présentation des droits et devoirs (modalités multiples selon les publics et dispositifs)

o Les modalités de mobilisation des outils de diagnostics spécifiques exemple : pix.fr, eva.beta.gouv.fr, diagorient.beta.gouv.fr

Il mettra en place les actions d'acculturation et les modalités de formation commune pluri-partenariale

Les pratiques existent déjà, nombreuses et plébiscitées par les partenaires engagés dans le SPIE. Un recueil est déjà en cours de réalisation, et sera formalisé comme base à optimiser :

- o Par des interventions croisées de professionnels référents (Conseiller techniques, cadres,...) de chaque structure partenaire
- o Par des temps d'immersion pour « connaître, reconnaître, apprendre ensemble et les uns des autres »
- o Par la mise en place de formations communes, interinstitutionnelles, type méthode MAPPI (travail d'accompagnement autour du parcours d'insertion sociale et professionnelle, projet individuel d'une personne et organisation de l'ensemble des professionnels qui interviennent, respect du rôle et des décisions de la personne)

Il organisera

Les modalités d'évaluation croisée professionnels/usagers (pour mesurer les impacts sur les usagers et les pratiques et cultures professionnelles)

L'analyse collective des évaluations afin d'organiser la montée en charge sur le périmètre du public cible fragile et éloigné de l'emploi ayant besoin d'un accompagnement renforcé.

Les démarches de suivi et d'évaluation du processus de changement seront pérennisées

- o Par chaque partenaire sur ses processus de changement interne
- o Collectivement sur l'état d'avancement du projet SPIE et la création de la culture commune

étudiera :

L'opportunité de pérenniser l'animation et les processus de formation acculturation par une convention partenariale d'engagement, par exemple par une actualisation/extension à d'autres acteurs du SPIE, de la « convention départementale pour une meilleure coopération et coordination des services sociaux (et d'insertion) associant le Département, la CAF, la MSA, la CPAM, la CARSAT, POLE EMPLOI, retenue au titre des expériences inspirantes dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté (attente du guide ANDASS DGSC),

Il contribuera au travail engagé nationalement sur le diagnostic, le carnet de bord, le data. Insertion, et à la définition de la mesure d'impact en désignant des personnes contacts

Pour assurer ce chantier, il sera soutenu par un prestataire financé au titre du présent appel à manifestation d'intérêt, choisi dans le cadre d'une procédure adaptée.

Quel calendrier de déploiement ?

L'incertitude liée à la situation sanitaire, le fonctionnement en mode dégradé des partenaires du SPIE, invitent à la prudence en matière de calendrier. D'autant que ceux-ci doivent pouvoir intégrer les flux de nouveaux entrants générés par la situation économique.

Pour autant, la situation économique, nous rappelle l'urgence à agir. Le projet présenté est bien une démarche de changement profond visant l'adaptation des processus et l'émergence d'une nouvelle culture professionnelle commune dont le point de départ est la relation à la personne/usager.

Le temps accordé à la phase de co-construction et de test est un facteur clé de succès.

Sans préjuger de la situation sanitaire :

- o 2021 sera consacrée à la phase de conception co-construction test
 - o Mars Juin Installation des groupes techniques cadrage coordination avec le prestataire en ingénierie de projet dans le cadre d'une procédure adaptée)
 - o Juillet décembre phase de mise en œuvre des actions /test avec un public réduit/ Co 2022
- Mise en œuvre opérationnelle avec suivi des indicateurs de moyen et d'impact.

o A partir de 2023, Evaluation et élargissement progressif du public concerné par le dispositif « diagnostic 360° »

Présentation du projet - Axe 2 - "Suivi de parcours" : Accompagnement, suivi pendant le parcours, réorientation éventuelle

Quels objectifs précis, par rapport aux objectifs généraux de cet axe fixés dans l'annexe 3 de l'AMI ?

Pour faciliter la lecture, les termes seront redéfinis ici dans l'esprit du travail à mener, et en rupture avec l'appellation en vigueur.

Le référent administratif sera donc un organisme (structure) identifié dans l'offre de service et qui apporte une expertise au regard de spécificités de parcours ou de profils, et est chargé de la gestion administrative des situations.

Chambres consulaires pour des accompagnements à la création d'entreprise,

L'AFPA pour des parcours renforcés en professionnalisation, Missions locales pour les parcours jeunes

Les CCAS pour un profil de public spécifique

La CAF pour un public dédié (sur fait générateurs)

Pôle emploi pour des parcours emploi de demandeurs d'emploi dont bénéficiaires RSA.

Cap emploi pour des personnes en situation de handicap

Des porteurs associatifs dédiés à des publics cibles (ex gens du voyage, jeunes de l'ASE)

Le Département pour des publics en accompagnement social ou éducatif (Maisons du Département) ou en parcours d'insertion professionnelle (Service insertion professionnelle)

Des acteurs de l'hébergement (Ex : CASAR)

Le diagnostic rapide devra vérifier la pertinence du choix de référent administratif ou procéder immédiatement à une réorientation pour ne pas pénaliser la personne et permettre le démarrage pertinent du projet.

Ces référents administratifs proposent une personne référent de parcours unique pour chaque usager.

Le référent de parcours unique est une personne. Elle devient le seul interlocuteur direct de l'utilisateur et pilote de son plan d'action.

Le référent unique est au cœur des enjeux de définition de la mission (axe2) et des pratiques d'accompagnement avec la personne. Il doit toujours être connu de la personne (y compris en cas de mouvement de personnel). Une personne sans référent unique est une personne sans parcours.

Pour engager le diagnostic 360° ou pour dynamiser le parcours de la personne accompagnée, le référent de parcours unique mobilise des acteurs de l'offre de service et coordonne leurs interventions, animant « un groupe projet de parcours ». Il va faire appel à des techniques diverses (animation de groupe, entretien individuel, Posture, évaluation, planification, négociation, etc.).

Les expérimentations montrent que, majoritairement, ce rôle a été exercé par des assistants de service social, des conseillers en économie sociale et familiale et, de façon plus anecdotique, par d'autres intervenants, tels que puéricultrices, techniciens de l'intervention sociale et familiale (TISF) ou encore référents uniques chargés d'accompagner les allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Le rôle de référent de parcours n'est toutefois pas réservé à une seule catégorie de professionnels, d'autant plus que la personne accompagnée est invitée à désigner elle-même la personne qu'elle souhaite parmi les intervenants qu'elle rencontre.

Néanmoins, il convient de s'assurer que la personne va pouvoir bénéficier d'un véritable accompagnement et donc d'être vigilant à ce que le professionnel désigné fasse partie du champ social et/ou médicosocial, soit en capacité d'exercer ce rôle, dispose des compétences requises et accepte ce rôle qui lui est attribué.

La clef de voute de la réussite de cette rénovation des positionnements et des pratiques va reposer sur un effort important d'acculturation, de co-construction, et de formation communes à tous les acteurs, portées par une coopération pluri-partenariales déterminée.

Cette dynamique est déjà engagée dans le Tarn depuis 2015 et prête à s'élargir aux acteurs du consortium. Elle bénéficiera du portage politique fort indispensable, ainsi que de l'impulsion et de l'implication des cadres dirigeants.

Elle s'appuiera sur une véritable démarche de développement social local, induisant un élargissement à des partenaires territoriaux, participant à la mise en synergie des compétences et des moyens des acteurs, pour converger vers des actions construites et cohérentes, dans lesquelles la personne accompagnée est réellement actrice et citoyenne.

OB1 l'objectif cible est de garantir, par un fonctionnement adapté, formalisé, et harmonisé que la personne accompagnée :

- o◆connaître toujours nominativement son référent de parcours unique et puisse le contacter **directement**
- o◆connaître et comprendre son rôle à ses côtés
- o◆puisse choisir, si elle a plusieurs référents possibles,
- o◆comprendre à travers ce lien de confiance, les spécificités des prestations, les droits et devoirs qui engagent les deux parties ;
- o◆comprendre le sens du contrat pour les deux parties, la cohérence avec le diagnostic, le plan d'action et l'accompagnement renforcé proposé.
- o◆contribue activement à l'élaboration et à la réalisation de son plan d'action

OB2 : L'objectif plus opérationnel est donc de coconstruire la fonction commune du référent de parcours (rôle, missions, modalités d'action)

o◆D'organiser les modalités pratiques de reconnaissance du référent de parcours unique (faire connaître) et de coopération/coordination des intervenants d'action, pour garantir la réactivité, la réalisation des actions, le suivi et l'évaluation régulière de la progression du plan d'action, permettant le cas échéant de remobiliser des actions liées aux droits, aux besoins fondamentaux, ou au savoirs de base, ou des actions d'insertion à tout moment, sans vision mécaniste

o◆De préciser les différents processus de réorientation (ex : équipes pluridisciplinaires pour le RSA), **diagnostic** socioprofessionnel en cours de parcours.

o◆De formaliser un processus cible commun à tous les référents

OB3 Doter le référent de parcours d'une boîte à outils opérante en lien avec les projets de l'offre nationale (feuille de route numérique)

Quelles actions proposées ?

Action1 Définir précisément le rôle, les missions et les actions attendues du référent de parcours :

Mission « Reconnaître et accroître l'autonomie de la personne »

o◆Rencontrer systématiquement la personne, être connu d'elle, être joignable. En cas de mouvement de personnel, le nouveau référent sera immédiatement nommé et indiqué à la personne accompagnée.

o◆Tisser des liens de collaboration avec la personne et l'aider si besoin à énoncer son projet, à promouvoir ses compétences (formation obligatoire du référent de parcours)

o◆Proposer des modalités d'échange avec l'utilisateur par des moyens multiples et modernes (rendez-vous, mails, points téléphoniques, visio ...) pour jalonner le parcours d'une façon resserrée et encourager sa prise d'initiative. o◆Mobiliser des méthodes complémentaires (ex : ateliers collectifs ciblés gestion budget / outils numériques...) et

Encourager les échanges entre les usagers et les dynamiques collectives dans l'esprit des démarches de développement social local.(exemple démarche Econovie)

Mission « Accompagner la personne dans l'accès à l'offre de service « actions » pour co-élaborer son plan d'action à partir du diagnostic global et de son projet »

o◆Accompagner la personne dans la recherche d'information pour l'aider à repérer les sources de l'offre de service (articulation avec une cartographie commune de l'ODS- projet beta.gouv)

- o ♦ Proposer des actions pouvant concourir à la progression de son parcours et à l'acquisition de compétences – co-élaborer.
- o ♦ Veiller en permanence au maintien des conditions de réussites liées à la bonne réponse aux besoins fondamentaux (ex : logement stable, mobilité...) et à la sécurisation des ressources.
- o ♦ Proposer des actions temporaires sociales ou professionnelles pouvant correspondre à son profil (ex job dating)
- o ♦ Organiser des points d'évaluation réguliers, systématiquement après chaque phase « d'action » (délai défini avec la personne et les référents action) pour mesurer la bonne réalisation et le résultat obtenu, collaborer la phase suivante. (ou analyser un échec, et proposer un ajustement du plan)
- o ♦ Poser une définition commune de la « sortie de parcours renforcé » : critères (entrée en formation, entrée en emploi, création d'entreprise, et niveau d'autonomie cible)
- o ♦ Organiser la phase de maintien du suivi après la sortie de parcours selon les scénarii (ex entrée en emploi, 6 mois -Création d'entreprise, 3 ans...) et les modalités de réactivation du parcours en cas d'échec ou de besoin de consolidation (actualisation du diagnostic, actualisation des droits et des prestations, et repositionnement sur des actions adaptées)

Mission « Organiser la coopération et la coordination avec les intervenants d'action pour assurer garantir le rythme de suivi, la qualité, la réactivité et effacer les « coutures » administratives

- o ♦ Le référent de parcours unique organise et anime le groupe « projet de parcours » de la personne dès la phase de diagnostic et met en place les modalités de travail pour faciliter les échanges directs afin de lever les obstacles ou déclencher les actions. Il doit donc être connu de tous (enjeu du SI partagé)

- o ♦ Tous les référents de parcours uniques devront pouvoir mobiliser de la même manière les intervenants d'action (accompagnement global) ou envisager un processus de réorientation selon les critères d'évaluation de la situation de la personne.

- o ♦ Le référent de parcours unique peut saisir des instances existantes pour déclencher des temps d'évaluation pluridisciplinaire en tant que besoin « exemple commission d'orientation en MD, commission d'attributions d'aides, commissions « situations complexes existantes ».

Action 2 Mettre en œuvre et expérimenter sur les publics cibles de l'action (public de l'accompagnement global /jeunes ASE décrocheurs, y compris en situation de handicap) Action

3 Construire la boîte à outils des référents de parcours :

- o ♦ Dresser une « cartographie » des structures « Référent administratif » impliquées par « les référents de parcours uniques » et identifier leurs spécificités et leurs champs d'action. Rendre visible et lisible l'offre de service « accompagnement des parcours » (axe 4) à différencier de l'offre de service « actions »
- o ♦ Dresser une « cartographie » des instances et pratiques existantes et repérer particulièrement les instances type situations complexes ou attribution de financement positionnées à la jointure des dispositifs
- o ♦ Contribuer à l'élaboration des outils numériques indispensables au référent de parcours et à ses partenaires pour notamment :
 - ♦ dématérialiser les formations contenues dans le diagnostic pour incrémenter le suivi de parcours /carnet de bord au fur et à mesure de diagnostics intermédiaires (Contribuer à l'offre beta.gouv)
 - ♦ Définir les besoins d'évolution des SI et logiciels professionnels pour autoriser le suivi des personnes lors du retour à l'emploi (pendant 6 mois) ou création d'entreprise (pendant 3 ans), conserver dans le portefeuille actif du référent et permettre l'extraction d'information
 - ♦ Créer des alertes sur le suivi du portefeuille professionnel pour faciliter les relances et organiser le travail (programmation, lien usager, lien partenaires)
 - ♦ Organiser la remontée d'information des référents d'action dans le parcours individuel
 - ♦ Faciliter l'évaluation partagée avec la personne accompagnée
- o ♦ Mettre à l'étude des « plateformes territoriales partenariales » souples
- ♦ Pour expérimenter et évaluer le bon niveau opérationnel de proximité complémentaire au pilotage départemental,
- ♦ Pour intégrer des acteurs présents uniquement sur le périmètre territorial, dont les entreprises
- ♦ Pour dynamiser les liens et l'interconnaissance humaine et institutionnelle,
- ♦ Pour développer des réponses adaptées aux spécificités territoriales, aux ressources, aux problématiques, (notamment liées à la mobilité), en lien avec les EPCI, notamment les territoires ruraux)
- ♦ Pour faciliter les modalités de formation par immersion ou intervention croisée,
- ♦ Pour renforcer les coordinations, et les processus d'évaluation du projet

Le Projet « villages inclusions » porté par l'AFPA dans le projet SPIE sera pris en compte et suivi avec un intérêt particulier.

- o ♦ Organiser la bonne coordination entre les professionnels administratifs et les professionnels de l'accompagnement Adapter les procédures administratives internes au sein de chaque structure partenaire selon les besoins identifiés (Ex : contenus de courrier)

Manager la bonne coordination entre les professionnels administratifs et les professionnels de l'accompagnement Renforcer la formation aux logiciels.

Action 4 Imaginer, modéliser et déployer le processus rénové de suivi de parcours par le référent de parcours

Quel public concerné (typologie, nombre, typologie, nombre, % par rapport à la population du territoire qui a besoin d'un accompagnement) ?

Le public cible est le public le plus à risque de basculement dans la grande pauvreté et relevant d'un parcours d'insertion. A travers ces entrées publics, les personnes relevant du handicap bénéficieront de l'accompagnement renforcé en lien avec CAP emploi, la Maison départementale de l'autonomie (service d'étude des situations complexes – service évaluateur)

Les données sont celles fournies au titre de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Public en accompagnement global :

o Entrées 2019 : 546

o File active au 1/12/2019 : 807

o Public phase expérimentation : 273 soit 50%

Le public jeune sortant de l'ASE (application de l'accord cadre de la stratégie de protection de l'enfance)

o Nombre de Jeunes ayant eu 18 ans en 2019 : 179

o Nombre de jeunes ayant eu un diagnostic ASE avec élaboration d'un projet : 62

o Public phase expérimentation : 60

Le public jeune décrocheur : 100% (volume encore inconnu)

Dans la phase de généralisation du référent de parcours, le public sera tout le public accompagnement global et jeune ASE/Décrocheur (100% entrées / files actives)

L'extension visera à repérer les personnes fragiles (identification de faits générateurs) pour les insérer dans le processus renouvelé

o Avec un profil administratif complexe (multi-dispositif ou qui vont basculer administrativement dans un autre dispositif nécessitant une coordination renforcée (parcours sans couture)

o Avec un niveau d'autonomie affaibli de façon temporaire (événement de vie) ou plus profonde, (savoir de base ou inadaptation)

o Qui se présentent sur un lieu d'accueil inconditionnel de proximité pour exposer leur situation et trouver de l'aide pour accéder aux droits (lien avec le schéma d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics et la consolidation des pratiques d'accueil inconditionnel)

o Qui entrent par la Téléprocédure du RSA et reçoivent une orientation automatisée vers un référent de parcours (un organisme)

o Qui entrent sur les dispositifs spécifiques aux 16/25 ans (dont l'ASE) ou relatifs aux personnes en situation de handicap (Maison de l'autonomie/MDPH)

o Issues d'un service spécialisé. (ex : service pénitentiaire d'insertion et d'approbation)

Quels changements et impacts attendus pour les usagers ?

L'utilisateur bénéficiera d'un parcours sécurisé et sécurisant sur les aspects de besoins fondamentaux, et optimisé et adapté à sa singularité pour accéder à la formation, à l'insertion professionnelle et à un retour vers l'emploi. Les risques de rupture ou de renoncement seront réduits le plus possible, par la réactivité du processus et du référent. Il bénéficiera

o D'une relation bienveillante, visant à accroître l'estime de soi par la prise en compte et la valorisation de ses compétences.

o De l'expérience d'une démarche collaborative et co-élaboratrice dans laquelle il sera acteur.

o D'une prise en charge administrative en « back office » qui limitera la confrontation décourageante de l'utilisateur au cumul de difficultés et à la complexité administrative, le rassurera et favorisera sa « concentration » sur la dynamique de projet, « rendre les coutures invisibles »

o D'un risque le plus réduit possible de perte de lien et de droits par épuisement ou renoncement, et donc de basculer dans la grande pauvreté (et une chance accrue de reprendre une dynamique d'autonomie de vie.)

Quels indicateurs de moyens et de résultats pourrez-vous communiquer pour suivre la mise en oeuvre et l'impact pour les usagers ?

Nombre d'acteurs (structures référent administratif) impliqués dans la mise en oeuvre du référent de parcours unique.

Nombre de professionnels formés (accompagnement/administratifs/encadrement)

Nombre et méthodes de formation

--

Public accompagnement global

- Délai d'entrée en parcours

- Mobilisation des moyens : nombre et nature des prescriptions de prestations des différentes ODS (prestations PE, MAS de la CPAM, aides du Département...)

- Entrées en formation

- Périodes de mise en situation en entreprise (PMSMP)

- Mobilisation IAE

- Contrats de travail courts (CDD < 3 mois et/ou intérim)

- ♦ Motifs de sortie de l'accompagnement : emploi, formation longue, abandon, déménagement, orientation vers autre dispositif...)

Public jeune

Nombre de jeunes sortants de l'ASE

Nombre de jeunes sortants de l'ASE en parcours d'insertion avec un référent

Dont suivis par les missions locales

Dont suivis par des référents spécifiques

Evaluation qualitative professionnels/usagers sur la base d'une méthode de recueil par questionnaire (référence méthode de Co évaluation ECONOVIE)

Quelles méthodes proposées, associant quels acteurs ?

Les actions de l'axe « suivi de parcours » seront pilotées et co-construites par le groupe technique partenarial du consortium qui a formalisé la candidature à l'AMI et qui sera rapidement adapté et élargi aux acteurs et partenaires de l'insertion sociale et professionnelles (ex : acteurs du PDI/PTI), aux acteurs de la jeunesse (ex Région/orientation) l'hébergement et du logement (SIAO ; logement jeunes...) par invitation à rejoindre le consortium dans les meilleurs délais.

Ce groupe s'appuiera sur les conventions de coopération/coordination, les pratiques et savoirs faire existants chez les partenaires (acculturation, interconnaissance).

Il prendra en compte les réformes en cours (exemple pôle emploi/CAP emploi et communauté 360° handicap, réorganisation des services d'Etat création de la Maison départementale de l'autonomie incluant la MDPH) et s'inscrira dans une démarche collective de changement

Il mettra en œuvre les conditions de réalisation et de suivi des actions 1 et 2 Il engagera le travail de l'action 4

Il proposera des modalités de formation commune pluri-partenaire

Les pratiques existent déjà, nombreuses et plébiscitées par les partenaires engagés dans le SPIE. Un recueil est en cours de réalisation et sera formalisé comme base à optimiser :

o ♦ Par des interventions croisées de professionnels référents (Conseiller techniques, cadres,...) de chaque structure partenaire

o ♦ Par des temps d'immersion pour « connaître, reconnaître, apprendre ensemble et les uns des autres »

o ♦ Par la mise en place de formations communes, interinstitutionnelles, type méthode MAPPI (travail d'accompagnement autour du parcours d'insertion sociale et professionnelle, projet individuel d'une personne et organisation de l'ensemble des professionnels qui interviennent, respect du rôle et des décisions de la personne)

Il organisera

Les modalités d'évaluation croisée professionnels/usagers (pour mesurer les impacts sur les professionnels et les impacts sur les usagers)

Proposera des ajustements pour organiser la montée en charge sur le périmètre du public cible fragile et éloigné de l'emploi ayant besoin d'un accompagnement renforcé.

Les démarches de suivi et d'évaluation du processus de changement seront pérennisées

o ♦ Par chaque partenaire sur ses processus de changement interne

o ♦ Collectivement sur l'Etat d'avancement du projet SPIE et la création de la culture communelle étudiera

:

L'opportunité de pérenniser l'animation et les processus de formation acculturation par une convention partenariale d'engagement, par exemple par actualisation/extension à d'autres acteurs du SPIE, de la « convention départementale pour une meilleure coopération et coordination des services sociaux (et d'insertion) » associant la Département, la CAF, la MSA, la CPAM, la CARSAT, POLE EMPLOI, retenue au titre des expériences inspirantes dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté (attente du guide ANDASS DGSC),

Il contribuera au travail engagé nationalement sur le diagnostic, le carnet de bord, le data.Insertion, et à la définition de la mesure d'impact en désignant un ou des personnes contacts

Pour assurer ce chantier, Il sera soutenu par un prestataire financé au titre du présent appel à manifestation d'intérêt (dans le cadre d'une procédure adaptée)

Ce groupe veillera à :

o ♦ Identifier tous les acteurs référents de parcours o ♦ Préciser la place et le rôle de chacun dans l'offre de service

o ♦ Identifier les acteurs présents sur des échelles territoriales devant être invités rapidement au SPIE

o ♦ aux modalités de partage de la base ressource commune construite par la cartographie des processus référents de parcours, afin de soutenir et favoriser les démarches d'acculturation, interconnaissance...

o ♦ Accompagner le changement afin que chaque structure partenaire réussisse les adaptations nécessaires dans les délais

Détails d'organisation attendus

Les personnes resteront en suivi par leur référent de parcours 6 mois après la sortie, par le maintien du processus d'intervention mis en œuvre pendant son parcours.

Les évolutions indispensables des SI et logiciels professionnels pour permettre ce suivi seront mises à l'étude et échangées dans le cadre de la collaboration avec le projet data.insertion.

Ces évolutions devront permettre de conserver la personne dans le portefeuille actif du référent (au-delà de son statut administratif), d'accéder à l'information relative à sa situation, de créer des alertes sur le suivi du portefeuille professionnel pour faciliter les relances et organiser le travail (programmation, lien usager, lien partenaires)

La même logique prévaudra pour les suivis d'effet après formation.

Le référent restera chargé de relancer une phase de diagnostic global pluridisciplinaire et avec la personne pour évaluer systématiquement le besoin de reprogrammer un plan d'action.

Présentation du projet - Axe 3 - « Offre d'accompagnement social et professionnel » : vers une mise en commun, une plus grande visibilité et un accès facilité

Quels objectifs précis, par rapport aux objectifs généraux de cet axe fixés dans l'annexe 4 de l'AMI ?

Les objectifs de cet axe Offre d'accompagnement social et professionnel, invitent à relire transversalement les phases d'entrée dans les parcours et de suivi de parcours, et recouvrent l'objectif central de doter les usagers et les professionnels des outils à la hauteur de l'ambition de réussite du SPIE.

L'offre tarnaise est abondante, diversifiée, dynamique. Elle se structure autour de trois catégories

- o L'offre d'accompagnement de parcours (CF base ressource des référents de parcours enjeu axe 1 et 2 et processus d'acculturation).

- o L'offre d'actions (base ressources des actions mobilisables dans le cadre des plans d'action individualisés)

- o L'offre de services aux entreprises

Pour autant, elle souffre d'un « émiettement » qui ne favorise ni sa visibilité ni sa lisibilité, ni sa mobilisation par les acteurs de l'accompagnement qui peinent à la connaître au-delà de leur périmètres respectifs, ce qui indique la difficulté extrême des usagers pour acquérir de l'autonomie en ce domaine.

Si le travail de coordination, de partage d'information, de formations croisées peut aider à cette démarche de diffusion, seul le développement de « plateformes numériques » adossées à de la géolocalisation permettront un véritable essor (CF plateforme inclusion)

OB1 Construire une base ressource commune de l'offre d'accompagnement et l'organiser par typologies proches (action illettrisme, mobilité, garde d'enfant, offres aux entreprises...)

OB2 Proposer des modalités de gestion et de simplification pour les situations de doublons, les offres similaires multiples à l'initiative de plusieurs porteurs d'appels à projets

OB3 Organiser la mise à disposition, l'accessibilité, la visibilité pour la personne (entrée profil usager), pour les référents, et au regard d'une égalité territoriale

OB4 : Faciliter la prescription et la réponse à la demande d'un usager.

Quelles actions proposées ?

Action1 Cartographier l'offre de service, repérer les outils déjà engagés (ex plateforme itou, offre PE, offre AFPA, garde d'enfant..) organiser leur mise en visibilité/accessibilité par typologie

- o Identifier l'offre globale et ses sources

- o Regrouper par typologie

- o Identifier des « blocs » cohérents facilitant la lecture des usagers et des référents selon les étapes du plan d'action et des besoins

- o S'articuler avec le chantier cartographie de l'offre du beta.gouv

Action 2 Engager prioritairement la simplification, la visibilité et l'accessibilité d'une offre commune de base, (besoins de base, savoirs de base indispensables immédiatement pour dynamiser les entrées du public SPIE (première marche)

- o Définir le périmètre et le contenu, simplifier la gestion, organiser les prescriptions conjointes ;

- o Organiser l'information de tous les partenaires et des usagers (lieux d'accueil sites partenaires..)

- o Etudier sa mise en forme avec une entrée « profil usager » par le projet beta.gouv

Actions 3 : Poursuivre la mise en visibilité engagée des actions dédiées aux 16/25

- o Organiser les liens avec le site « pour les jeunes tarnais.com » issu des travaux du groupe « jeunes » du schéma départemental de services aux familles, confirmé et dynamisé en partenariat autour du plan Tarn jeunesse (portage technique par la fédération régionale des MJC)

Action 4 : Organiser le dialogue autour des problématiques de doublons identifiés générant une pression accrue (ou un effet de dispersion) sur des porteurs d'action ou sur les entreprises pour optimiser les efforts engagés.

Quel public concerné (typologie, nombre, typologie, nombre, % par rapport à la population du territoire qui a besoin d'un accompagnement) ?

L'accessibilité de l'offre de service va bénéficier en premier lieu aux usagers cibles du SPIE en phase de démarrage puis en phase de généralisation.

Elle va bénéficier aux professionnels de l'accompagnement et intervenant dans l'offre de service départementale. Au-delà elle va bénéficier à toute personne, y compris en situation d'emploi souhaitant modifier son projet de vie et engager un reconversion, de la formation... (et aujourd'hui en situation d'autonomie). Elle bénéficiera enfin aux entreprises dans l'accompagnement, le rapprochement, la simplification des démarches relatives à la vie d'une entreprise (ex : formation recrutement...)

Quels changements et impacts attendus pour les usagers ?

Tous les usagers tarnais, bénéficieront dans le cadre de leur parcours d'insertion et plus largement dans leur projet de vie, d'une capacité d'autonomie et d'initiative plus grande.

Avec :

- o ♦ Une base de connaissance des solutions possibles pour son projet individuel
- o ♦ Une capacité de réponse plus large et plus réactive (ex PMSMP, job dating, outils numériques, apprentissages à distance...)
- o ♦ Un dialogue plus actif et plus constructif avec les référents de parcours (sur la base de recherches personnelles et des souhaits)
- o ♦ La possibilité sur certaines offres de se positionner et d'agir directement
- o ♦ La possibilité d'agir selon une organisation prenant en compte ses problématiques personnelles (ex vie ~~famille~~, enfants)

Quels indicateurs de moyens et de résultats pourrez-vous communiquer pour suivre la mise en oeuvre et l'impact pour les usagers ?

Nombre d'offres recensées
Nombre d'offre /catégorie

Nombre d'offre ouverte à prescription croisée
Evolution de l'offre (gestion des doublons)

Nombre ou type d'offre accessible pour les usagers
Supports de communication pour faire connaître l'offre

Quelles méthodes proposées, associant quels acteurs ?

Les actions de l'axe « offre de service » seront pilotées et co-construites par un groupe partenarial du consortium qui a formalisé la candidature à l'AMI et qui sera rapidement adapté et élargi aux acteurs et partenaires de l'insertion sociale et professionnelles (ex : acteurs du PDI/PTI), aux acteurs de la jeunesse (ex Région/orientation) l'hébergement et du logement (SIAO ; logement jeunes...) par invitation à rejoindre le consortium dans les meilleurs délais.

Il travaillera en lien très étroit avec l'offre du beta.gouv sur la cartographie, déjà expérimentée pour la mise en visibilité de l'offre en SIAE.

Pour assurer ce chantier, Il sera soutenu par un prestataire financé au titre du présent appel à manifestation d'intérêt (dans le cadre d'une procédure adaptée)

Quelle offre sera mise en visibilité pour les personnes et pour les professionnels : formation, immersion, SIAE/EA, emploi, hébergement, logement, mobilité, garde d'enfants, santé... ?

L'offre déjà en cours de structuration ou en cours de structuration sera valorisée (Offres Pôle emploi, AFPA, plateforme inclusion, logement, offre en lien avec le schéma de service aux familles (ex: assistantes maternelle)

Un offre de base ou socle commune sera PRIORITAIREMENT construite (savoir de base, levée des freins) avec ouverture à prescription croisées pour faciliter la mobilisation par les usagers et tous les référents

La mise en visibilité engagée autour avec le site "pour les jeunes tarnais.com" issue du précédent schéma de service aux famille et conforté par le plan Tarn jeunesse, sera poursuivie.

Quelle offre fera l'objet d'un travail commun pour renforcer leur accessibilité ?

Un offre de base ou socle commune sera PRIORITAIREMENT construite (savoir de base, levée des freins) avec ouverture à prescription croisées pour faciliter la mobilisation par les usagers et tous les référents

Présentation du projet - Axe 4 - Suivi et évaluation

Suivi et évaluation

Le candidat doit proposer pour chacun des axes les indicateurs qu'il sera en capacité de suivre pour mesurer d'une part, le déploiement du projet (indicateurs de moyens) et d'autre part l'impact pour les personnes accompagnées (indicateurs de résultat).

S'agissant des impacts pour les personnes, il s'agit de proposer des données ou indicateurs permettant de mesurer les impacts suivants, étant précisé que la définition de la mesure d'impact sera affinée lors de groupes de travail avec les territoires retenus :

- Augmenter la part des publics qui bénéficient d'un diagnostic socio-professionnel (dont projet professionnel et compétences) dès l'entrée dans le parcours
- Réduire le délai entre le premier contact et la réalisation de ce diagnostic socio-professionnel
- Faire bénéficier l'utilisateur d'un rythme de contacts régulier avec le référent
- Réduire la durée avant que l'utilisateur bénéficie d'une première solution d'insertion professionnelle ou sociale

- Diminuer le nombre d'usagers sans solution d'insertion (sociale et professionnelle).

S'agissant des moyens, il s'agit de proposer des données ou indicateurs permettant de rendre compte de la méthodologie (annexe 6 de l'AMI) : par exemple, nombre de formations conjointes/sessions lab ; nombre de personnes / professionnels participant à ces formations/sessions lab, nombre et diversité des acteurs de l'insertion impliqués, etc.

Axe 1 - Indicateur(s) de résultats

Nombre de personnes bénéficiant d'un diagnostic 360° (nombre et en % du public cible)

o ♦ Nombre de diagnostics effectués en instances type « cas complexes »

o ♦ Evaluation qualitative professionnels/usagers sur la base d'une méthode de recueil par questionnaire (référence méthode de Co évaluation ECONOVIE)

Axe 1 - Indicateur(s) de moyens

Nombre d'organismes concernés par la réalisation du diagnostic 360° o ♦ Nombre de professionnels formés

o ♦ Nombre de séances de formations toutes méthodes confondues

Axe 2 - Indicateur(s) de résultats

Public accompagnement global

- ♦ Délai d'entrée en parcours

- ♦ Mobilisation des moyens : nombre et nature des prescriptions de prestations des différentes ODS (prestations PE, MAS de la CPAM, aides du Département...)

- ♦ Entrées en formation

- ♦ Périodes de mise en situation en entreprise (PMSMP)

- ♦ Mobilisation IAE

- ♦ Contrats de travail courts (CDD & 3 mois et/ou intérim)

- ♦ Motifs de sortie de l'accompagnement : emploi, formation longue, abandon, déménagement, orientation vers autre dispositif...)

Public jeune

Nombre de jeunes sortants de l'ASE

Nombre de jeunes sortants de l'ASE en parcours d'insertion avec un référent Dont suivis par les missions locales

Dont suivis par des référents spécifiques

Evaluation qualitative professionnels/usagers sur la base d'une méthode de recueil par questionnaire (référence méthode de Co évaluation ECONOVIE)

Axe 2 - Indicateur(s) de moyens

Nombre d'acteurs (structures référent administratif) impliqués dans la mise en œuvre du référent de parcours unique. Nombre de professionnels formés (accompagnement/administratifs/encadrement)

Nombre et méthodes de formation

Axe 3 - Indicateur(s) de résultats

Nombre ou type d'offre accessible pour les usagers Supports de communication pour faire connaître l'offre

Evaluation qualitative professionnels/usagers sur la base d'une méthode de recueil par questionnaire (référence méthode de Co évaluation ECONOVIE)

Axe 3 - Indicateur(s) de

moyens Nombre d'offres recensées Nombre d'offre

/catégorie

Nombre d'offre ouverte à prescription croisée

Evolution de l'offre (gestion des doublons)